

LES CONSÉQUENCES DE LA CORRUPTION

# Climat d'insécurité portant atteinte à la stabilité politique du pays

*La corruption ne cesse de se généraliser en Algérie : son explosion touche toutes les institutions de la République, à tous les niveaux et dans toutes les régions. Les «affaires» se ramassent à la pelle, la réglementation relative aux marchés publics n'est plus du tout appliquée — son contournement est devenu la règle — l'Etat est absent, l'impunité dont profite une majorité de fonctionnaires (quel que soit leur rang) est totale, et les organismes de contrôle ont «baissé rideau» depuis longtemps. Les conséquences sont nettement visibles : violences de toutes sortes, pauvreté et chômage en forte augmentation, désespérance à la hausse chez les plus vulnérables, économie en panne, etc.*

Curieusement, nombreux sont ceux qui croient encore que la corruption peut aider à graisser les rouages d'une économie lente et sur-réglée. Les faits démentent cette théorie. La corruption a un coût. Il est établi qu'elle favorise les investissements improductifs, accroît le coût des biens et services, et conduit à un déclin de la qualité de tout service et de toute production sous contrôle public. Elle engendre de mauvais choix, encourage la compétition au niveau des pratiques de corruption plutôt qu'une saine concurrence en termes de qualité et de coût. Les sondages indiquent par ailleurs que, lorsque la corruption devient endémique, elle alourdit les coûts des entreprises et handicape plus particulièrement les plus petites d'entre elles. Par-dessus tout, elle ralentit le développement économique et social, ce qui cause des dommages particulièrement importants dans les pays en voie de développement. La corruption détourne les richesses nationales au profit de quelques-uns, érode la base des ressources d'un pays et contribue

à entretenir ainsi le cercle vicieux de la pauvreté. En privant les membres les plus vulnérables de la société des fruits du développement par le détournement des priorités sociales de base (sécurité alimentaire, santé, éducation...), elle les empêche de bénéficier de l'amélioration de la qualité de vie qui devrait résulter d'une répartition équitable des richesses. Elle gonfle artificiellement le prix des biens et des services pour une qualité moindre et impose ainsi aux plus pauvres de payer le prix de la corruption alors même qu'ils en sont les moins capables.

## Facteur qui menace la paix civile

La corruption encourage des pratiques discriminatoires, menace les droits sociaux, économiques ou culturels les plus élémentaires, cultive l'arbitraire et, souvent, va de pair avec des méthodes répressives de gouvernement. Ainsi, dans de nombreux pays, ceux qui ont le courage de relever le défi et qui luttent ouvertement contre la corruption, courent des risques considérables et s'exposent à un réel danger.

L'intégrité physique des personnes est menacée lorsqu'elles touchent aux intérêts des bénéficiaires de la corruption. Cela est particulièrement vrai dans le contexte actuel où les liens entre le crime organisé et les circuits de la corruption se resserrent. Pour toutes ces raisons, on peut dire que la corruption porte atteinte au respect des droits de l'homme les plus fondamentaux. En l'absence de contre-pouvoirs efficaces et en raison des pouvoirs discrétionnaires dont il dispose, un gouvernement autoritaire est plus vulnérable à la corruption. Ainsi, un gouvernement corrompu, qui rejette les principes de transparence et de responsabilité, ne respecte généralement pas les droits de l'homme. La corruption érode les principes qui régissent l'État de droit, mine la légitimité des gouvernements ainsi que l'efficacité et la crédibilité des institutions publiques, rend la justice inopérante et crée un climat d'insécurité susceptible de porter atteinte à la stabilité politique. Il ne faut pas perdre de vue que les décideurs, lorsqu'ils sont considérés comme corrompus, deviennent non seulement incapables de contrôler leurs subal-

ternes, mais finissent par perdre toute autorité morale. Au bout du compte, la corruption peut être considérée comme un facteur d'instabilité qui menace la paix civile.

## La pratique des pots-de-vin banalisée

D'aucuns soutiennent que le recours aux pots-de-vin peut accélérer la prestation de services fournis par une administration bureaucratisée. Des enquêtes menées un peu partout révèlent le contraire. Dès qu'une personne est identifiée comme disposée à payer des pots-de-vin, il semble que les acteurs impliqués aux autres niveaux de sa démarche en sont alertés. Ainsi, cette personne va se retrouver (délibérément) retardée et soumise à des formes d'extorsion supplémentaires tout au long de son parcours, alors que ceux qui ont refusé de payer au premier niveau sont moins exposés. Par ailleurs, lorsqu'une «recette» pour obtenir des pots-de-vin fonctionne avec succès de manière répétée, elle tend à se banaliser et à s'institutionnaliser.

Cela finit par rendre inopérante toute démarche basée sur la concurrence. À un autre niveau, la corruption mine les valeurs éthiques et culturelles d'une société et entretient un cercle vicieux : la société rendue passive face à la corruption n'est plus à même de réagir et de se défendre. Ainsi, la corruption, si elle n'est pas endiguée, se met à croître de manière exponentielle. Au-delà des aspects d'ordre moral, la corruption doit être contenue pour des raisons d'ordre tout à fait pratique. Face au défi de devoir maintenir et même améliorer son niveau de vie, aucun des pays cherchant à construire la démocratie ne peut se permettre les ravages de tous genres qui accompagnent la corruption. En particulier, dans des contextes d'États encore fragiles, certains pays à grand déficit démocratique — le cas de l'Algérie —, affrontent des risques politiques considérables si la corruption n'est pas jugulée, car celle-ci peut affaiblir sensiblement l'autorité et les capacités d'action de l'État, voire menacer la viabilité des institutions de la République.

Djilali Hadjad

## Le mythe des salaires trop bas

Les salaires insuffisants, inférieurs au «minimum vital», sont à la base de la corruption. «Augmentez-les et le problème sera résolu», telle est l'opinion communément admise. Cependant, comme la plupart des solutions trop expéditives, l'évidence est démentie par les faits. Un fonctionnaire sera évidemment d'autant plus tenté d'abuser de ses fonctions que son niveau de vie sera proche ou inférieur au seuil de pauvreté. Néanmoins, il est peu probable que l'augmentation des rémunérations du secteur public soit le seul moyen de réduire la corruption. Un examen approfondi des données disponibles pour un certain nombre de pays, dont l'Algérie, ne plaide pas en faveur de la thèse selon laquelle la simple augmentation des salaires officiels du personnel des organismes corrompus serait efficace. Les fortes augmentations des salaires des magistrats en Algérie, ces dernières années, n'a pas freiné la corruption dans le secteur de la justice : son explosion se poursuit.

À cet argument s'oppose également le fait incontestable que la plupart des personnes impliquées dans la grande corruption disposent de ressources bien supérieures à leurs besoins présents et à venir et à ceux des membres de leur famille, sans que cela mette fin aux pratiques illicites. Selon nombre d'observateurs, certains pays africains comme l'Algérie, très loin d'être des démocraties, sont en fait des «kleptocraties». Toutefois, cela ne signifie pas que l'augmentation des traitements du secteur public ne soit pas un facteur important dans la lutte contre la corruption. Cette mesure ne peut cependant être efficace que si elle est comprise dans une réforme globale de la fonction publique, abordant les problèmes des rémunérations et des incitations, du recrutement, de la promotion au mérite, du remplacement du personnel corrompu et d'une formation adéquate.

D. H.

## Des mots pour mieux comprendre : un soupçon d'éthique

L'éthique est un ensemble de comportements à forte connotation morale qui signifie notamment le respect des normes et des lois. L'éthique représente un système de valeurs. L'éthique dans le secteur public et au service du public obéit à des règles et à des principes. Parmi les conduites non conformes à l'éthique, on peut citer les conflits d'intérêts, le népotisme, le copinage, le clientélisme, le trafic d'influence et le pantouflage (passage du public vers le privé)

## Les fondements de l'intégrité dans la vie publique

Qu'est-ce que le public est en droit d'attendre de ses dirigeants ? Si les commis de l'Etat ne sont pas eux-mêmes perçus comme étant des personnalités intègres, l'engagement du public à l'égard du processus de changement et la crédibilité des réformes en seront altérés. La recherche de l'intégrité est avant tout un moyen de garantir au public, quantitativement et qualitativement, les services qu'il est en droit d'attendre de l'État. Instituer et créer un climat d'intégrité dans le service public requiert un certain nombre d'éléments, parmi lesquels des lois, des règles et des codes de conduite — à respecter et à appliquer, une société dont

les valeurs sociales, spirituelles et politiques exigent l'honnêteté de ses dirigeants, le professionnalisme de ses fonctionnaires, l'intégrité de ses élites et de sa classe politique. L'ensemble de ces conditions peut instaurer une tradition d'éthique dans la vie publique et crée un climat d'intégrité dans lequel les hommes politiques et fonctionnaires sont présumés honnêtes. Un tel environnement suppose aussi que les lois et les moyens d'enquêtes et d'investigation soient suffisants pour rendre très risquées les pratiques de corruption. Ce climat d'intégrité doit être approprié, renforcé, adapté et appliqué de manière égale et conséquente dans

l'ensemble du secteur public. Il doit être établi de manière durable. Lorsque cela est nécessaire, il doit être adapté et actualisé, et de nouveaux mécanismes de responsabilité doivent être introduits pour remédier à ses éventuels points faibles. Un tel environnement nécessite la volonté politique et l'engagement des pouvoirs publics, mais chaque acteur doit assumer la responsabilité afférente à son rôle dans le système. Un environnement intègre peut dépendre de changements opérés à petite échelle : la réussite de grandes idées dépend souvent de «détails» qu'il ne faut pas perdre de vue.

D. H.

## Citation «Chez nous qui dit pétrole, dit malédiction...»

«Où a-t-on vu que le pétrole avait jamais été en Afrique noire source de progrès et de bien-être pour les populations autochtones ? Ce qui est arrivé chaque fois, c'est très exactement le contraire. Chez nous, qui dit pétrole dit malédiction des populations, dictature, violence, guerre civile. L'oléoduc, au mieux, servirait à conforter l'emprise des dictateurs sur les populations ; ils auraient plus d'argent,

donc plus d'armes, plus de polices, plus de moyens de corrompre. »

Mongo Beti, écrivain camerounais  
([HYPERLINK "http://fr.wikipedia.org/wiki/30\\_juin"](http://fr.wikipedia.org/wiki/30_juin) \o "30 juin"30 juin [HYPERLINK "http://fr.wikipedia.org/wiki/1932"](http://fr.wikipedia.org/wiki/1932) \o "1932"1932 - [HYPERLINK "http://fr.wikipedia.org/wiki/7\\_octobre"](http://fr.wikipedia.org/wiki/7_octobre) \o "7 octobre"7 octobre [HYPERLINK "http://fr.wikipedia.org/wiki/2001"](http://fr.wikipedia.org/wiki/2001) \o "2001"2001).